

bulletin

bimensuel



QUE VEUT LA RECONTRA ?

Roberto Fonseca

Managua, juillet (ANN/Pensamiento Propio). C'est le 15 avril, la veille de l'annonce par le gouvernement d'un ambitieux plan d'urgence en faveur des anciens contras, que l'on a parlé de la recontra pour la première fois. Depuis, elle a manœuvré avec astuce pour parvenir à ses fins : croître et attirer l'attention pour renégocier avec le gouvernement.

Selon les services secrets de l'Armée, la recontra est composée d'environ 1 000 hommes divisés en trois tendances, selon leurs objectifs et leur mode d'action: ceux qui se livrent à la pure délinquance, ceux qui luttent pour la terre et ceux qui brandissent une bannière politique.

Les premiers se consacrent essentiellement à la délinquance et au vol de troupeaux. Ils semblent être les moins nombreux et chaque groupe à son propre chef. Ils opèrent dans le nord du pays et tout indique qu'ils sont les auteurs de l'assassinat il y a quelques semaines d'un officier de la police et de son assistante. "Ce sont des bandes de délinquants, composées d'anciens contras et d'anciens membres de l'armée", selon les services secrets militaires. Jusqu'à la mi-juin, il n'y avait aucune indice de liaison ni de coordination entre eux et

les autres groupes de recontra. Ceux qui ont repris les armes pour s'emparer de terres sont les plus nombreux. Selon la presse, ces groupes, disséminés dans tout le pays, auraient à la mi-mai réussi à occuper 75 000 hectares appartenant à 210 coopératives. Le 23 mars dernier, l'un de ces groupes composé de 180 contras laissait un message clair après s'être emparé des terres d'une propriété d'Etat : "Nous avons frappé à toutes les portes officielles, aucune ne s'est ouverte".

Les démobilisés de la contra sont dans leur grande majorité - environ 10 000 d'entre eux - sans terres. Depuis leur désarmement, le gouvernement leur a attribué 240 000 hectares mais "75 % de ces terres sont de mauvaise qualité", affirme un ancien commandant contra, surnommé Invisible. "Ou bien ce sont des propriétés que se disputent d'autres paysans sans terre, des coopératives ou leurs anciens propriétaires", ajoute l'actuel coordinateur des pôles de développement de la contra.

SOMMAIRE

Que veut la recontra?

Cooperatives: Le retour en arrière

La défense des droits de l'homme au Nicaragua

Corn Island pris au piège de la drogue

El Salvador : les deux armées doivent se préparer à la paix

El Salvador: La résistance paysanne

El Salvador: Le Retour des exilés

Guatemala : les syndicats secoués à la base

Honduras : une bombe en pleine confusion politique

Honduras: La plate-forme de lutte pour démocratiser la société

Panama : le procès Noriega lèvera-t-il le voile ?

En bref



60 P 11481

"*Qui va vouloir semer, dans ces conditions ?*", s'interroge-t-il.

Le 16 avril, le gouvernement annonçait un plan d'urgence pour les démobilisés, les rapatriés et leurs familles. L'ex-leader de la contra, Ruben, déclarait ce jour-là que le gouvernement était disposé à débloquer 4,2 millions de dollars pour les premières semences de cultures vivrières.

Le projet était d'aider 19 000 familles à semer 42 750 hectares. Mais cette aide a été jugée insuffisante par les anciens contras qui réclament des centres de santé, des écoles, des maisons, l'installation de postes d'eau potable et l'ouverture de chemins. "*En un mot, de véritables projets de développement*", résume Franklin, l'ancien dirigeant de la contra.

Les démobilisés sont organisés au niveau départemental et cherchent à rencontrer le gouvernement pour établir un mode de canalisation de l'aide nationale et internationale. Il s'agit en particulier des fonds provenant des Etats-Unis, gérés actuellement par la Commission de vérification (CIAV) de l'OEA et qui, selon Franklin, "*ont été mal employés et gaspillés à 60% par des mécanismes bureaucratiques*". Il estime que l'ensemble de l'aide devrait être géré par les démobilisés eux-mêmes.

Le troisième groupe de contras a une exigence principale: la disparition de l'armée sandiniste et de ses cadres. Le 15 avril, l'ex-chef d'un commando régional contra, Dimas, annonçait publiquement qu'un groupe d'hommes avait repris les armes sous ses ordres pour obtenir du gouvernement qu'il supprime l'armée et la police. "*S'il ne le fait pas, il y aura à nouveau la guerre*", menaçait-il.

Selon les services secrets de l'armée, ce groupe constituerait la recontra proprement dite, quelques 300 hommes qui agissent à des fins politiques. Ils opèrent dans le nord et le centre du pays, dans les anciennes zones de guerre, par groupes d'une vingtaine d'hommes maximum et avec l'aide de leurs anciens collaborateurs. Il semble toutefois qu'ils ne parviennent pas à augmenter leurs effectifs. Selon Franklin, la population aspire généralement à la paix, un avis démenti par son ancien subordonné Dimas: "*Ils se lancent à notre défense car on nous menace et on nous assassine impunément. Nous allons bientôt compter une centaine de morts et les coupables ne sont toujours pas punis*".

Le 10 avril, le quotidien de droite La Prensa signalait que la CIAV avait enquêté sur 565 plaintes émanant d'anciens contras. 84 de ces plaintes portaient sur des menaces et 23 sur des agressions à main armée. Santiago Murray, le coordinateur de la CIAV, constatait une augmentation des homicides mais sans croire à une campagne concertée, plutôt à des "actes individuels", une version partagée par Franklin.

La recontra exige la destitution des cadres de l'armée prévue selon elle par les accords signés en avril et mai 90

entre le gouvernement et la contra. Mais aucun des accords cités ne stipule cela. Selon Franklin, "*L'Armée populaire sandiniste est reconnue par la Constitution et exiger sa suppression est hors de propos*". Mais certains de ses subordonnés, dont Invisible, ne l'entendent pas ainsi: "*L'armée se déplace partout où se trouvent les anciens contras comme si on était encore en guerre. En plus, nous savons qu'il se prépare des actions militaires contre nous*", argumente-t-il. Une information démentie par S. Murray qui, au contraire, reconnaît l'attitude prudente des cadres de l'armée: "*Le Général Ortega pense que d'autres voies que la répression militaire sont possibles*". Il estime que si la recontra n'est actuellement qu'un petit groupe, elle bénéficie d'une base sociale importante qui pourrait éventuellement reprendre les armes en cas d'affrontement.

COOPERATIVES : LE RETOUR EN ARRIERE

Managua, juillet (ANN/Barricada). Des milliers d'hectares, que les paysans pauvres des régions V et VI (Chontales et Matagalpa) avaient obtenus à titre individuel ou collectif, sont déjà passés dans d'autres mains, souvent leurs anciens propriétaires ou des sociétés anonymes qui font la chasse aux terres dans plusieurs départements. Une grande partie de ces propriétés a fait l'objet de transactions commerciales dans lesquelles les paysans étaient en position défavorable: pressions, occupation des exploitations, manque de financement et asphyxie économique. Parfois, les latifundistes ont payé les terres à la moitié de leur prix réel. Certains paysans, aujourd'hui démunis, regrettent amèrement d'avoir vendu.

Le système économique actuel conduit les associés des coopératives à vendre des parcelles, dans l'espoir vain de pouvoir faire quelque chose de plus rentable avec l'argent obtenu. C'est ainsi que des grands propriétaires des départements de Juigalpa et de Nueva Guinea (Région V) ont acquis 450 des 600 hectares qui constituaient la coopérative Sergio López, près de La Guinea. Les membres de cette dernière ont tout d'abord décidé de se partager la propriété, puis certains ont vendu la part qu'ils possédaient désormais à titre individuel. Dans la coopérative José Ramiro Hernandez, dans la même zone, les associés ont revendu 150 hectares à l'ancien propriétaire. Plus au nord, la coopérative Pablo Salazar a cédé ses terres à l'ancien propriétaire et devait recevoir en échange du bétail, de l'argent et d'autres terres situées ailleurs, selon les promesses de l'Institut de la Réforme agraire (INRA). Mais pour l'instant, on ne lui a rien donné.

A Matagalpa, on signale l'action d'une mystérieuse société anonyme qui accapare les terres dans toute la Région VI. Certains, surtout du côté de Waslala, Rio Blanco et Mulukuku, ont vendu parce que les pressions des démobilisés de la contra étaient devenues intolérables.

D'autres transactions ont eu lieu sous la pression des anciens propriétaires qui ont fait envahir les terres par des hommes à leur solde, ont rompu les clôtures, ont mis leur bétail sur les terres cultivées ou ont mené des actions auprès du ministère de l'agriculture et de l'INRA.

Les acheteurs font souvent de bonnes affaires. Le cas le plus retentissant est celui de la coopérative José Benito Escobar, près de San Ramon (Région VI), qui a vendu 1 050 hectares. Son président a d'abord convaincu les associés de se défaire d'une partie de la propriété, puis ces derniers se sont rendu compte - mais trop tard - que toutes les terres avaient été cédées pour 30 000 dollars, alors qu'elles en valent au moins 500 000.

D'autres coopératives ont vendu une partie de leurs terres car elles étaient financièrement au bord du gouffre. La restriction du crédit et les occupations illégales leur ont été fatales. Quand aux coopérativistes qui se sont partagés les terres sous forme de propriété individuelle, l'expérience prouve qu'ils ont du mal à résister et qu'ils se voient obligés à revendre.

Les organisations paysannes s'inquiètent de cette situation. *"La Réforme agraire nous a donné des terres pour vivre et produire. Après les avoir vendues, les paysans se retrouvent dans la même situation qu'avant, la gourde à la ceinture et travaillant pour un patron"*, estime Lucas Castro, dirigeant dans le département de Chontales de la Fédération nationale des coopératives agricoles. Les conditions qui sont faites aux coopératives sont dénoncées, mais aussi la responsabilité de certains de leurs membres. *"La Réforme agraire n'a pas été faite pour qu'ensuite les terres soient revendues. Certains ne savent pas apprécier ce qu'ils ont reçu un jour et qu'ils ne recevront plus jamais"*.

LA DEFENSE DES DROITS DE L'HOMME AU NICARAGUA

Managua, 16 juillet (ANN/Bulletin du CENIDH). Le Centre nicaraguayen pour les droits de l'homme (CENIDH) travaille depuis un an. Depuis son ouverture, il a traité 110 cas, enquêtant et effectuant certaines démarches auprès des autorités. Il a multiplié les ateliers de formation et de sensibilisation à la question des droits de l'homme et a publié plusieurs rapports sur ses activités.

Sur 57 plaintes reçues par le CENIDH en un an, 33 concernaient la police. Pour 20 d'entre elles, la responsabilité des membres de cette institution a été confirmée, 7 se sont révélées injustes et pour les 6 autres, la preuve n'a pu être faite. 5 dénonciations visaient l'armée pour des actes commis au cours d'opérations de rétablissement de l'ordre. Les autres plaintes reçues concernaient le vice-ministre de l'Intérieur et certains délégués régionaux de

ce ministère. Dans plusieurs cas, les enquêtes du CENIDH ont permis de faire la lumière sur des faits violents survenus dans le cadre du conflit de la terre ou de la répression de travailleurs en grève.

En milieu rural, le CENIDH est intervenu dans les cas suivants :

- expulsion par l'armée de paysans et de contras démobilisés dans la ferme "Los Angeles", département de Matagalpa

- tentative d'occupation de l'exploitation d'Etat "Corinto Finca" par des paysans (5 d'entre eux sont morts)

- séquestration et assassinat par des démobilisés de la contra d'un officier de l'Armée populaire sandiniste, Rodrigo Pineda

- assassinat de deux paysans d'une coopérative, Antonio Suárez et son fils, par la police rurale de Rio Blanco, composée d'anciens contras

- expulsion de 42 familles de l'exploitation "Erida", dans la région VI

- séquestration de 3 policiers à la Concha, près de Masaya, dans le cadre de la rébellion des maires de droite.

La répression contre les travailleurs a fait également l'objet d'investigations du CENIDH. Les violences survenues au cours de la grève de juillet 90 se sont soldées par 4 morts et 115 blessés, dont 49 par armes à feu et armes blanches. Plusieurs grèves avec occupation des locaux ont donné lieu à une expulsion violente de la part des forces de l'ordre : douane, Banque immobilière, siège central de la Banque nationale de développement et une de ses succursales; expulsion violente également des infirmes de guerre au cours de leur occupation de la télévision et des travailleurs du centre Olof Palme qui campaient devant leur lieu de travail (deux femmes ont avorté à la suite des coups reçus).

Chaque enquête du CENIDH a donné lieu à un rapport transmis aux autorités compétentes et aux médias. 9 rapports ont été publiés en un an ainsi que 3 documents d'analyse portant sur des aspects spécifiques de la situation des droits de l'homme au Nicaragua.

Le CENIDH organise en direction des secteurs populaires et des organisations de base des ateliers sur la défense des droits de l'homme. Ces ateliers ont été suivis à Managua, Léon, Jalapa et Nueva Segovia par le groupe chrétien Service, Paix et Justice, les communautés ecclésiastiques de base, l'Association des travailleurs agricoles (ATC), le centre des femmes Ixchen et le Mouvement communal.

Plusieurs forums ont été en outre réalisés sur les droits de l'homme, l'habeas corpus, la liberté d'expression et le

droit international. Le CENIDH a édité deux publications, l'une sur son fonctionnement et ses objectifs et l'autre qui sert de support aux ateliers de formation. Il a également élaboré un dossier qui rend compte de ses activités et de l'écho donné à ses activités par les médias.

CORN ISLAND PRIS AU PIEGE DE LA DROGUE

Roberto Fonseca

Managua, 19 juin (ANN/Barricada). Les autorités locales du ministère de l'Éducation ont essayé de prendre les choses en main pour empêcher que la drogue ne pénétre dans les écoles primaires et secondaires de l'île. Et pourtant, la drogue est là. "Nous savons que certains élèves consomment de la drogue, commente le délégué du ministère de l'Éducation, Winston Cash. "C'est triste". Pour l'instant, aucune statistique ne permet de connaître l'ampleur du désastre, mais tous les secteurs sociaux estiment que la situation est extrêmement grave, comme l'a confirmé la Commission parlementaire qui, récemment, est allée se rendre compte sur place.

Jusqu'à il y a quelques mois, il n'y avait aucun indice de la présence des stupéfiants dans les écoles, mais aujourd'hui plus personne en n'a de doute. Des professeurs ont trouvé de la cocaïne et de la marijuana dans les cartables et dans les boîtes en plastique dans lesquelles les plus jeunes portent leur goûter. On sait que de nombreux adolescents sont tombés dans le piège, peut-être même des enfants. Mais d'où vient le sachet que telle fillette de huit ans transportait dans la poche de son pantalon? "Elle l'avait probablement pris à ses parents", explique W. Cash. On estime que 40% des adultes et des jeunes ont eu un contact avec la drogue. "La consommation est presque généralisée, estime le docteur Ricardo Taylor. Beaucoup touchent à la cocaïne et au crack".

L'inquiétude est telle dans l'île qu'on met du grillage autour des écoles et qu'une surveillance est exercée afin d'en éloigner toute personne étrangère. Mais la drogue continue à circuler parmi les 1 300 élèves. "Certains arrivent en classe drogués. On ne les expulse pas car ils se drogueraient davantage s'ils étaient en dehors de l'école". Les parents pourraient aider à résoudre le problème mais il semble que les relations familiales soient en crise. Les évangélistes se plaignent que les jeunes désertent le temple, alors qu'abondent les bars où ils consomment de l'alcool et achètent clandestinement la drogue. "C'est qu'ici les jeunes n'ont pas d'avenir", explique un habitant. "S'ils sont bacheliers, ils doivent aller sur le continent pour poursuivre leurs études et seuls les riches peuvent le faire. Les autres deviennent pêcheurs, comme leur père...".

La cocaïne arrive à Corn Island par le biais des petits pêcheurs, qui la reçoivent des trafiquants colombiens en paiement des langoustes. Une façon comme une autre de

blanchir les revenus du trafic. Selon le ministère de l'Intérieur, le kilo de cocaïne, qui vaut 2 000 dollars en Colombie, leur est vendu 2 500 (il se vend entre 10 et 12 000 aux États-Unis). Aucune autorité civile ou militaire ne parvient à contrôler ces transactions. "Notre mission est de combattre le trafic de drogue, mais nous n'avons même pas de moyen de locomotion pour nous déplacer sur terre ou sur mer", déplore le lieutenant Bartolo Orozco, chef de la Capitainerie. L'île dispose bien d'un radar, mais il est en panne depuis plusieurs mois et personne ne parvient à le réparer. Pour le lieutenant Orozco, il faudrait deux bateaux à moteur et un hélicoptère de combat pour mener une action efficace.

C'est que les narcotrafiquants sont un ennemi puissant. Ils ont des bateaux extrêmement rapides, à bord desquels prennent place des Colombiens ou des Nicaraguayens résidents dans l'île de San Andres, armés de fusils automatiques et de lance-roquettes. Pour blanchir l'argent du trafic, ils achètent les langoustes 24 dollars le kilo, alors que les entreprises locales paient 16 dollars. Selon le gérant de l'une d'entre elles, 80% des langoustes finissent entre leurs mains. "Il faut que cela s'arrête, car ils nous prennent nos richesses maritimes". On murmure à Corn Island que les capitaines des bateaux des pêcheries nationales (Inpesca) sont également impliqués, mais rien n'a été prouvé jusqu'à présent.

La situation de Corn Island est évidemment particulière - une île à proximité de la Colombie -, mais les autorités ont conscience que le danger concerne tout le pays. L'agence anti-drogue du gouvernement étatsunien, la DEA, estime que des dollars du trafic sont blanchis à travers les banques nicaraguayennes et que le bas prix de la cocaïne au Nicaragua prouve qu'on en trouve en grande quantité. Récemment, le ministère de l'Intérieur a annoncé que son nouveau Département antidrogue était prêt à fonctionner et que la lutte contre le trafic allait s'accroître. Il va entre autres contrôler les substances chimiques qui entrent dans l'élaboration des stupéfiants (ce qui tend à prouver que l'on craint l'installation de laboratoires) et s'attaquer au problème du lavage des dollars. Le vice-ministre José Pallais a également reconnu que des actions préventives vont être menées pour éviter que certains Nicaraguayens revenus de Miami, où ils avaient des contacts avec des trafiquants, ne cherchent à rétablir leurs liens avec les cartels colombiens et à monter des réseaux.

Mais le contrôle sur la Côte Atlantique et à Corn Island se révèle plus difficile, bien que le Nicaragua ait signé des accords avec la Colombie. Fouiller les bateaux de pêche quand les sachets sont dissimulés sous des tonnes de langoustes est en effet une gageure, sans compter que la police ne dispose que de moyens réduits.

EL SALVADOR : LES DEUX ARMEES DOIVENT SE PREPARER A LA PAIX

Un entretien avec Monseigneur Rosa Chavez, archevêque auxiliaire de San Salvador
Sergio Ferrari

Managua, juin (ANN). Alors que le conflit armé au Salvador semble approcher de sa fin, beaucoup d'interrogations liées à la dynamique des négociations et aux positions internationales demeurent. Au moment même où Mgr Rosa Chavez, médiateur dans le dialogue entre le gouvernement et le FMLN, accordait une entrevue à l'ANN, certains signes négatifs se manifestaient : le gouvernement des Etats-Unis annonçait qu'il accordait une aide de 21 millions de dollars d'aide "non offensive" au gouvernement salvadorien, partie des 42,5 millions de dollars bloqués l'année dernière par le Congrès; la guérilla répondait énergiquement, avertissant que ce geste allait entraver les négociations. Pourtant, le FMLN parle sur la paix et a annoncé fin juin la transformation de ses structures et leur adaptation à la lutte politique.

Sergio Ferrari : Les négociations entre le gouvernement et la guérilla ne semblent pas faire de grands progrès. Quelle est votre évaluation ?

Mgr Rosa Chavez : Il faut faire la distinction entre la perception qu'en a le peuple et celle des gens bien informés sur la question. Aujourd'hui, le peuple croit peu à ces négociations, en partie à cause de la fatigue des 11 ans de guerre, en partie à cause des lenteurs du processus et également du manque d'information.

SF : Pensez-vous que cette fatigue liée à la guerre rejaillisse sur les deux parties en lutte ?

MRC : Il y a un élément dont on ne peut faire abstraction, c'est la force des appareils de propagande. Qui réussit le mieux à convaincre ? Les derniers sondages signalent que l'image du FMLN s'est dégradée au cours de ces derniers mois dans la population. Je ne dis pas que cela soit justifié ni juste, mais c'est ainsi.

SF : Quel est votre propre sentiment quant à la négociation ?

MRC : Je pense que le processus est en bonne voie et que nous nous approchons de la première étape qui sera le cessez-le-feu. Certains parlent d'un délai maximum de quatre mois et s'il n'y a pas d'accidents graves en cours de route, je pense que cette prévision est correcte. Comme la discussion entre dans une phase plus critique, elle sera plus confidentielle. Les questions qui se négocient sont délicates: la mise en application du cessez-le-feu, la démilitarisation, la fin de l'impunité. Si nous obtenons le cessez-le-feu cette année, le chemin à parcourir jusqu'à la paix sera encore long.

SF : Le FMLN parle d'égalité des forces sur le plan militaire, une thèse rejetée par le gouvernement et les Forces armées. Qu'en pensez-vous ?

MRC : Je préfère poser le problème dans des termes différents: l'issue politique est-elle possible? L'issue militaire est-elle possible ? Il existe un consensus dans tout le pays pour dire que la solution doit être politique et je crois que c'est un grand progrès. La question qui vient ensuite est de savoir à quel prix. Comment préparer l'après-guerre ? Cela est bien intéressant sur le plan de la conscience collective. Le monde d'aujourd'hui ne laisse pas de place pour les solutions militaires et aucun mouvement qui proposerait cela n'aurait d'avenir.

SF : Est-ce que les Forces armées en sont également convaincues ?

MRC : Que se passe-t-il du côté des deux armées ? Elles sont confrontées à un processus traumatisant car il faut passer à une réalité totalement nouvelle. La guérilla va passer à une lutte politique, sans armes. Les changements en Europe de l'Est et le nouveau contexte international sont également un choc pour le FMLN. Il est soucieux de réaliser un travail interne et je sais qu'il le fait. Par contre, au niveau des Forces armées - confrontées aux questions d'épuration, de démilitarisation, à l'enquête sur l'assassinat des jésuites -, il y a des tensions et des tendances, il y a une crise. Je sens qu'elles ne se préparent pas à franchir le pas. Il y a peu de débat au sein de l'armée sur ce qui l'attend. A mon avis, cela n'est pas bon et le processus de paix serait plus solide si les Forces armées s'y préparaient également. La dissolution des corps de sécurité, la réduction de l'armée à un tiers ou un quart de ses effectifs et la création d'une police civile ne sont pas faciles à accepter.

SF : Chaque partie devra faire d'énormes concessions...

MRC : C'est la condition pour que le processus aboutisse et que l'on puisse connaître réconciliation et concertation. Il y a là un problème important : quelles seront les bases de cette réconciliation et de cette nouvelle étape que va connaître la société salvadorienne ? Quels seront les éléments désignés comme causes de la guerre, qu'il faudra tenter d'éliminer pour qu'un nouveau conflit violent n'éclate pas ? Ce sont ces questions fondamentales qui seront l'objet des discussions, je pense, dans les semaines qui viennent.

SF : Le dénouement du conflit dépasse le simple cadre de la négociation salvadorienne. Les Etats-Unis ont appuyé la guerre durant toutes ces années.

MRC : Ces dernières années, la politique des Etats-Unis envers nous a été plutôt imprévisible et cela n'est pas un aspect positif. Il semble que le Salvador soit suspendu à ce qui se passe au niveau interne dans ce pays étranger.

La lecture de cette politique est complexe car celle-ci n'est pas toujours cohérente.

SF : Selon vous, le danger d'une intervention directe des Etats-Unis a-t-il disparu ?

MRC : Je pense que oui.

EL SALVADOR : LA RESISTANCE PAYSANNE

2ème partie (voir no 246)

Ralf Leonhard

Managua, juillet (ANN/Pensamiento Propio).

LES COOPERATIVES DANS LA CIBLE

Pour les idéologues d'ARENA, le parti d'extrême-droite au pouvoir, et pour le noyau dur de l'entreprise privée, les projets de coopératives sont suspects de communisme. L'Institut de transformation agraire (ISTA) et le Financement des terres agricoles (FINATA) se sont donc donnés pour tâche de détruire les coopératives créées au début des années 80 sous le gouvernement démocrate chrétien de Napoleon Duarte.

L'ISTA, dirigé par un latifundiste d'extrême-droite, envoie ses "experts" dans les coopératives pour proposer aux paysans la division des terres et l'attribution de parcelles individuelles à chacun. Le Salvador doit, selon l'idéologie néo-libérale, se transformer en un "pays de propriétaires". Les nouveaux titres de propriété peuvent être vendus et hypothéqués, alors que les titres attribués par la réforme agraire originale n'étaient transmissibles que par héritage. "*L'objectif est clair,*" explique Arturo Magana, dirigeant de l'Union nationale des ouvriers et des paysans (UNOC) affiliée à la démocratie chrétienne. "*Après une récolte, les paysans ne peuvent déjà plus rembourser leurs emprunts et doivent vendre leur parcelle*". Facile alors pour les anciens propriétaires ou d'autres capitalistes de les racheter peu à peu. L'ISTA a commencé cette campagne par les terres les plus rentables. A. Magana a défié un jour un de ses experts d'expliquer à une assemblée de paysans l'avantage qu'ils avaient à devenir propriétaires d'une parcelle. Le représentant de l'ISTA en a été incapable. Les coopératives qui repoussent les offres de l'ISTA sont sanctionnées par le boycott financier: FINATA leur refuse son aval, nécessaire pour obtenir un prêt bancaire. Mais malgré ces pressions, peu de coopératives cèdent et acceptent la contre-réforme.

L'autre objectif de l'atomisation des coopératives est d'affaiblir l'organisation paysanne et le mouvement populaire, qui constituent un sérieux obstacle pour le gouvernement. L'Association nationale des travailleurs agricoles (ANTA) organise des occupations de terres pour

ensuite chercher à négocier avec les propriétaires et dans beaucoup de cas, les paysans réussissent à s'imposer, même partiellement. L'ANTA choisit des propriétés non cultivées ou bien d'une surface comprise entre 100 et 150 hectares, la taille maximum prévue par la deuxième phase de la réforme agraire. Cette phase, qui prévoyait la distribution des propriétés de taille moyenne, n'a jamais commencée du fait des pressions des grands planteurs de café, les principaux affectés. Récemment, les occupations se sont multipliées dans l'ouest du pays, provoquant la colère des latifundistes qui ont exigé du gouvernement qu'il réprime ce mouvement, ce qui s'est traduit par de violents affrontements entre forces de l'ordre et paysans.

LES ZONES CONTROLEES

Mais les militaires savent que l'époque de l'impunité totale touche à sa fin. Déjà, les paysans ont moins peur de l'armée. L'année dernière, un officier et plusieurs soldats ont été condamnés pour le massacre de dix paysans dans la région de San Vicente. Bien que la Cour d'appel ait ensuite décidé de relaxer les condamnés, l'affaire a porté un coup au moral des troupes. Aujourd'hui la pression internationale est plus forte qu'il y a dix ans, lorsque les massacres de communautés paysannes n'étaient que routine. Le gouvernement a dû accepter la création d'une Commission de la vérité qui sera nommée par l'ONU et devra enquêter sur les crimes commis au cours de ces dix dernières années. Son rapport pourrait avoir un impact énorme sur la société. L'armée elle-même est obligée maintenant d'ajouter à l'entraînement militaire une éducation civique et des séminaires sur les droits de l'homme.

L'armée contrôle pour le moment les villes les plus grandes, certaines des zones économiquement stratégiques ainsi que les routes principales. Les bus inter-urbains sont sans cesse arrêtés et contrôlés. Mais, à l'est, à quelques kilomètres de la route principale, les guérilleros patrouillent en toute tranquillité. Dans les départements de Morazan, San Vicente, La Unión, Usulutlan, Cabanas et Chalatenango, le contrôle du FMLN est total. Même si l'armée prétend bloquer l'accès à ces zones, il n'est plus difficile de rencontrer la guérilla à moins de deux heures de la capitale.

Après quelques heures de marche entre l'Usulutlan et San Miguel, les premières fermes apparaissent. Dans cette région, la population est clairsemée. Les paysans connaissent tous les guérilleros de la zone et tiennent un hamac à leur disposition en permanence pour les occasions où ils doivent passer la nuit chez eux. Ici, cela fait quatre mois que les militaires ne sont pas apparus. La majorité des habitants est intégrée aux milices clandestines, sait manier le fusil et fabriquer des explosifs. La confiance est totale et tout le monde sait où se trouvent les guérilleros. Ceux-ci, grâce à la tranquillité de la zone, n'ont pas eu à déplacer leur campement depuis le début de l'année. Les seules installations de ce campement

consistent en une tente pour la cuisine et une pour l'atelier de fabrication d'explosifs. Les guérilleros dorment dehors, par terre. Leur alimentation est la même que celle des paysans, du riz, des haricots rouges et, de temps en temps, des oeufs et du fromage. Le lieu est sûr. Personne ne peut s'en approcher à l'improviste.

Le commandant de la troupe discute avec ses hommes du dialogue entre le FMLN et le gouvernement. Le scepticisme règne : personne n'a confiance dans l'extrême-droite ni dans les Etats-Unis. L'année dernière, alors que le commandement du FMLN avait fait de grandes concessions dans les négociations, il a dû céder à la pression de sa base et relever la barre de ses exigences. Aujourd'hui, les combattants manifestent peu de compréhension vis-à-vis de la tactique de négociation. Leur commandant leur assure que le cessez-le-feu ne sera pas une capitulation. *"L'armée parie sur une poursuite de la guerre pour que nous perdions du terrain sur le plan militaire et politique"*. Mais, depuis l'offensive de 89, les effectifs de la guérilla ont grossi, selon lui, et *"face à l'intransigeance de l'armée, il faudra augmenter la pression militaire"*. Pour la plupart des guérilleros, cette perspective n'est pas effrayante. Yanira, jeune paysanne de 20 ans, est l'une d'entre eux. L'armée a brûlé la ferme de sa famille, son frère est mort au combat. Quand elle se rappelle la vie des paysans sans défense face à la répression, elle n'a pas peur de continuer sa vie de guérillera.

Depuis la tragique insurrection paysanne de 1932 qui a coûté la vie à 30 000 salvadoriens, les paysans assument pour la première fois un rôle historique et ils ne sont plus disposés à se soumettre de nouveau à un système économique traditionnel qui les a marginalisés et obligés à l'exil.

EL SALVADOR : LE RETOUR DES EXILES

Consuelo Roque

Managua, juin (ANN/Tierra Nueva). En 1989, certains salvadoriens exilés depuis des années au Honduras ont décidé de rentrer. Ils se sont battus pour le faire collectivement et ont fondé des communautés sur certaines terres non cultivées des départements d'Usulután, de Chalatenango et de Cuscatlán, bientôt suivis par d'autres groupes réfugiés au Panama et au Nicaragua. Certains de ces nouveaux "villages" ont été baptisés Ignacio Ellacuría, Segundo Montes, du nom de deux jésuites assassinés par l'armée en 1989, ou Rutilio Grande, un prêtre tué dans les années 70. L'objectif des salvadoriens de retour est de créer des villages coopératifs où les relations sociales et économiques seront différentes.

Les difficultés de survie, la répression, la nostalgie les ont poussés au retour. Celui-ci n'a pas été facile à cause des embûches semées par le Haut Commissariat aux réfugiés

(HCR) de l'ONU et des conditions posées par le gouvernement salvadorien : celui-ci, pressé par les accords d'Esquipulas, admettait un retour individuel mais non massif et organisé, ainsi qu'une réinstallation sur des terres isolées. Il voulait même exiger des réfugiés un titre de propriété pour avoir le droit de rentrer.

Mais beaucoup sont néanmoins revenus, en bus, en camions et même à pied. Ceux du Panama ont parcouru à pied les 250 kilomètres qui les séparaient de la capitale panaméenne où ils ont campé face à l'ambassade du Salvador, exigeant un transfert qui finalement leur a été accordé. Les réfugiés salvadoriens au Nicaragua ont également attendu plusieurs jours devant leur ambassade à Managua. Face au silence de leur gouvernement, ils sont allés jusqu'à la frontière du Honduras par leurs propres moyens, avec l'idée de marcher jusqu'au Salvador. Après le refus des autorités honduriennes de les laisser passer, la police nicaraguayenne les a obligés à revenir à Managua où finalement, pour sauver les apparences, le gouvernement Cristiani a dû mettre à leur disposition deux avions pour leur rapatriement.

L'ORGANISATION COLLECTIVE

Arrivés sur les lieux où ils ont choisi de s'installer, les rapatriés ont cherché à y mettre en place un certain modèle de développement économique et social visant à l'autogestion et à la création d'une société nouvelle. Ce modèle se fonde à la fois sur l'économie familiale, destinée à répondre aux besoins immédiats des habitants, et sur l'économie communautaire qui vise à la croissance économique du groupe. Déjà, pour certains, la production d'excédents agricoles permet la commercialisation.

Les communautés se sont organisées sur le plan interne ainsi qu'au niveau régional et national. Elles ont reçu l'aide de plusieurs groupes solidaires salvadoriens regroupés en une coordination. Certaines communautés bénéficient également de la solidarité internationale à travers des jumelages, en particulier avec des villes des Etats-Unis. Malgré la répression déclenchée par le gouvernement - incendies de récoltes, bombardements, refus d'installer des écoles, des centres de santé, etc. -, les communautés se sont transformées en avant-garde politique. Avec leur mode de fonctionnement économique et social qui postule un partage des risques et des bénéfices de la production et une prise en charge collective des besoins, elles sont de véritables écoles pour tous les salvadoriens qui luttent pour une société différente.

NUEVO GUALCHO

Nuevo Gualcho, dans la région d'Usulután, est une de ces communautés. 315 familles de retour du Honduras s'y sont installées en mars 1990. Roselia, la jeune présidente de son comité de direction, raconte qu'elle a fui le Salvador il y a onze ans car la répression prenait à la campagne l'aspect d'un génocide. Ceux de son village qui

ont pu échapper aux massacres se sont réfugiés au Honduras avec l'aide d'organismes de solidarité, dans un camp encerclé par l'armée hondurienne. Ils y sont restés dix ans, avec le souvenir de leurs morts, des massacres, des persécutions et de leur terre. Fin 1989, ils ont délégué Roselia pour effectuer au Salvador les démarches nécessaires à leur retour. Quelques groupes solidaires lui ont offert leur appui mais l'offensive de novembre l'a surprise à San Salvador pendant qu'au Honduras ses compagnons s'impatientaient, leurs quelques affaires déjà prêtes pour le départ. Certains n'ont pas voulu attendre et sont partis à pied. Les autres ont pu finalement voyager dans des bus et des camions prêtés par le HCR. Leur problème de terre avait été réglé au préalable par l'Association salvadorienne pour le développement intégral (ASDI) et certaines organisations internationales solidaires.

Leur groupe, composé de 1 224 personnes, s'est donc installé dans l'Usulután, près d'une rivière, et les premiers abris provisoires ont été construits. Leur organisation communautaire et la solidarité reçue ont déjà porté leurs fruits. Dans le petit bulletin qu'ils publient, ils consignent leurs premiers succès. 55 hectares ont été semés en céréales, légumes, arbres fruitiers et arbres pour le bois de construction; 3 000 poules pondeuses permettent l'approvisionnement en oeufs de la communauté et la vente; des ateliers de couture, de menuiserie, etc, fonctionnent en dehors des périodes de semailles et de récolte. Un effort énorme a été fait pour réduire l'analphabétisme, dont le taux est tombé à 60%. Les enfants sont pris en charge dès les premières semaines à la crèche. Une petite pharmacie et un centre de santé fonctionnent. Les consultations et les médicaments sont gratuits, ce qui attire les habitants des environs - 800 patients, de Nuevo Gualcho ou des environs, sont reçus chaque mois en moyenne. Des équipes d'entraide ont été constituées avec d'autres communautés de rapatriés de la région et de Chalatenango.

Les abris provisoires en planches et en plastique ont été remplacés progressivement par des maisons en bois avec des toitures de zinc et un atelier fabrique actuellement des parpaings pour pouvoir réaliser un programme de construction de 315 maisons en dur. Une petite centrale électrique a été installée ainsi qu'un réservoir d'eau. La communauté a reçu deux véhicules et trois chemins ont été ouverts pour le transport des récoltes, qui se fait avec un attelage de boeufs. Les activités culturelles n'ont pas été oubliées : un groupe musical anime les fêtes et accueille les visiteurs solidaires; un bulletin d'information est imprimé et circule parmi les habitants et une petite bibliothèque va être ouverte.

Mais de nombreux problèmes subsistent, tel le manque d'argent liquide. En effet personne n'est salarié et la commercialisation des produits agricoles démarre à peine. Les habitants du village espèrent avoir accès un jour aux prestations sociales - pensions de vieillesse, congés maladie ou d'invalidité, congés de maternité, soutien psy-

chologique pour ceux qui souffrent du traumatisme de la répression et de l'exil. L'école aurait besoin de nouveaux bâtiments et d'enseignants mieux formés, de matériel scolaire et surtout d'un statut officiel afin que les diplômes qu'elle délivre soient reconnus. Le personnel de santé, plus ou moins empirique, doit se former. Les différentes commissions qui se charge de la comptabilité, de l'administration, du contrôle de la production ont également besoin de formation. La communauté estime que le plus urgent est la légalisation de Nuevo Gualcho comme village et l'identification de ses habitants par les autorités salvadoriennes. Et surtout, que cesse la répression.

GUATEMALA : LES SYNDICATS SECOUES A LA BASE

Managua, 4 juillet (ANN). Parmi les phénomènes nouveaux qui marquent cette fin de siècle, les mouvements surgissant à la base et visant à redistribuer la parole et le pouvoir sont sans doute les plus intéressants. Tout comme à Haïti où la "Lavallasse" a débordé les partis, au Nicaragua où les syndicats sandinistes ont pris leur indépendance, au Guatemala, des militants de base ont décidé de lutter contre l'enlisement des directions syndicales.

Sous le gouvernement démocrate-chrétien, les directions syndicales guatémaltèques se sont progressivement coupées de leurs adhérents et c'est pour tenter d'apporter une solution que, sous la pression des militants, se sont constitués au cours des derniers mois des Fronts départementaux regroupant le plus souvent la totalité des syndicats existants. Ces fronts départementaux sont aujourd'hui assez forts pour se doter d'une structure nationale, le Front unitaire des travailleurs guatémaltèques (FUTG). Ce nouveau type d'organisation n'exclut pas, évidemment, l'appartenance à une centrale; mais il permet à la base une plus grande indépendance, une meilleure prise en charge des problèmes, une mobilisation plus efficace et enfin une plus grande solidarité intersyndicale.

Le FUTG a adopté un fonctionnement démocratique évitant le "caudillisme" et empêchant l'hégémonie d'un individu ou d'une organisation. De même, la capitale n'a pas plus de poids qu'un département.

Les directions des centrales syndicales, pour la plupart, sont méfiantes et seules quelques unes sont entrées dans le Front. Celui-ci compte aujourd'hui deux cents syndicats, dont certains de droite. Leur plate-forme revendicative concerne les salaires, le prix du "panier de la ménagère", la stabilité de l'emploi, la répression, les droits de l'homme et la réforme agraire. Mais elle demande aussi le respect des accords d'Oslo entre la guérilla et le gouvernement, la démilitarisation et la convocation d'une Assemblée nationale constituante.

Les syndicats guatémaltèques, qui avaient été balayés par la dictature, ont vu un espace s'ouvrir sous le gouvernement démocrate-chrétien de Vinicio Cerezo. Ils ont pu se reconstituer, mais leur lutte a été affaiblie par des pratiques gouvernementales visant à les atomiser. Ils ont alors pratiquement quitté la structure créée pour unifier le mouvement populaire, l'Unité et action syndicale et populaire (UASP), ou ils siégeaient aux côtés d'organisations comme le Comité d'unification paysanne (CUC) ou le Comité des veuves. Un des projets du FUTG est de revenir dans la UASP.

Mais ses objectifs dépassent les frontières du pays. Comme en témoigne la tournée actuellement effectuée par deux de ses représentants, Hugo Rivera et Rolando Salguero, le FUTG voudrait travailler à une unification des syndicats centraméricains, pour mieux affronter des problèmes qui sont communs à tous les pays de la région, tels les plans neo-libéraux provoquant des licenciements massifs ou l'implantation du solidarisme. *"Nous sommes déjà allés au Panama et au Costa Rica et nous avons rencontré des quantités de syndicats. Nous leur avons expliqué que nous voulions une solidarité à double sens. Nous leur avons parlé de nos problèmes mais nous revenons avec leurs pétitions"*. Le FUTG sera présent à la réunion de la Fédération syndicale mondiale, qui aura lieu le 10 juillet au Costa Rica. Il a par ailleurs demandé à entrer dans la Confédération syndicale centraméricaine, structure qui pour l'instant n'a que peu de force.

En attendant, les Fronts départementaux mènent des luttes parfois très fortes. Beaucoup d'entre elles portent sur la terre. Et la répression s'abat sur les militants, dont plusieurs ont été tués par la police au cours des derniers mois, malgré le Prix des Droits de l'homme récemment attribué par Israël au président Serrano. *"Quand le gouvernement en arrivera aux licenciements massifs pour satisfaire le FMI - décision qu'il n'a pas encore prise car il a besoin d'un climat social calme pour mener à bien les négociations avec la guérilla - on peut s'attendre à une explosion sociale"*, explique H. Rivera.

HONDURAS : UNE BOMBE EN PLEINE CONFUSION POLITIQUE

Sergio Ferrari

Managua, 25 juin (ANN). La bombe lancée contre le siège central de l'ONUCA (mission de l'ONU chargée de la vérification du désarmement en Amérique centrale) semble avoir été une bonne publicité pour ses auteurs. Le Honduras est aujourd'hui un des pays d'Amérique latine qui compte le plus de groupes pariant sur une stratégie politico-militaire pour changer le cours des choses. Le pays va-t-il vers une aggravation du conflit armé ou vers la paix ? Cette question est au centre du débat national et donne lieu à autant de réponses qu'il existe d'organisations.

Les doutes portant sur l'identité des auteurs de l'attentat sont liés à sa cible : le siège des observateurs de l'ONUCA. Arrivés en Amérique centrale en 1989, sur la demande exprimée à Esquipulas par les présidents de la région, leur fonction principale à ce moment-là était le contrôle des frontières et en particulier de celle qui sépare le Honduras du Nicaragua, afin d'éviter les allers et venus de la contra. L'ONUCA est restée ensuite dans la région avec une mission plus large de vérification du processus de paix.

Le Front patriotique morazaniste (FPM) auquel certains communiqués attribuent l'attentat - bien que les opinions divergent encore sur la question - défend une ligne résolument anti-interventionniste et hostile aux Etats-Unis. Selon un communiqué attribué à ce mouvement, *"l'ONUCA utilise sa puissante infrastructure comme couverture de la CIA"*. Une critique dure, mais qui coïncide avec celle que les sandinistes adressent à la Commission internationale d'appui et de vérification (CIAV) de l'OEA, l'autre organisme international présent dans la région et qui a perdu toute impartialité en adoptant des positions favorables à la contra vers laquelle il canalise les moyens dont il dispose.

Le spectre de la lutte armée au Honduras est alimenté par les activités des "Cinchoneros", une force nationaliste radicale qui se manifeste depuis longtemps par ses actions militaires spectaculaires, telle l'attaque d'officiers de l'armée connus pour leurs crimes. Il y a quelques semaines, quatre dirigeants Cinchoneros ont déposé publiquement les armes et ont eu recours à l'amnistie. Applaudis par certains, ils ont été violemment critiqués par les membres de leur organisation. Fin mai, les Forces révolutionnaires Lorenzo Zelaya sont entrées de leur côté dans le débat, se déclarant prêtes à participer à une résolution négociée du conflit hondurien, à la condition que le gouvernement s'engage à garantir *"l'intégration à la lutte civique des forces révolutionnaires et patriotiques historiquement exclues de la vie politique du pays"*. Une de ces garanties, entre autres, serait une amnistie large et inconditionnelle.

Le président Callejas ne peut que constater l'échec retentissant de son plan d'ajustements économiques, qui ne règle en rien les problèmes des secteurs populaires. Il multiplie les déclarations en faveur de la négociation, appelant les organisations de la guérilla à s'intégrer à la vie civique. Mais comment y parvenir dans une société dont l'histoire récente est marquée par la domination du pouvoir militaire sur le pouvoir civil et l'omniprésence des armes ? Rien moins que quatre armées, régulières ou non, ont agi pendant des années sur le territoire hondurien : l'armée nationale, les troupes des Etats-Unis basées à Palmerola, la contra nicaraguayenne et la guérilla hondurienne. Il ne faut pas oublier que ce pays a été la principale rampe de lancement de la guerre contre le sandinisme et la base logistique de la Maison Blanche en Amérique centrale. Un cadre difficile pour les forces po-

pulaires qui n'ont jamais pu atteindre le niveau d'organisation des voisins salvadoriens et guatémaltèques et qui hésitent aujourd'hui sur la stratégie à adopter.

HONDURAS : LA PLATE-FORME DE LUTTE POUR DEMOCRATISER LA SOCIÉTÉ

Alberto Ramos, Centre d'études et d'action pour le développement (CESADE)

Managua, juin (ANN). Le président hondurien Rafael Callejas a refusé publiquement comme interlocuteur de la concertation la Plate-forme de lutte pour la démocratisation du Honduras, prétextant que cette organisation n'a pas de personnalité juridique. Il veut recevoir individuellement les organisations qui la composent, tentant ainsi de s'arroger le droit de décider qui seront ses interlocuteurs et de disperser les forces du mouvement populaire.

Cependant, pour Francisco Guerrero, secrétaire général de la Confédération des travailleurs du Honduras (qui fait partie de la Plate-forme de lutte), le vrai problème est que "le président n'a pas pris la décision politique d'appeler à la concertation les différents groupes organisés, que ce soit la Plate-forme ou d'autres".

La Plate-forme de lutte a été créée en 1989 dans le but de "parvenir, avec des objectifs communs, à la démocratisation sociale, politique, économique du Honduras et non dans le but d'entrer en confrontation avec un gouvernement en particulier". Les dirigeants de la Plate-forme ont souvent répété que leur organisation n'est pas, ni ne veut être, un parti politique et que son action se limite à la coordination du mouvement ouvrier et paysan, des enseignants et du secteur coopérativisé. Elle regroupe la majeure partie des travailleurs honduriens: la Confédération des travailleurs, la Fédération unitaire des travailleurs, le Collège des professeurs de l'enseignement secondaire, la Confédération hondurienne des coopératives, le Collège de formation continue des enseignants, la Fédération indépendante des travailleurs, le Conseil Coordinateur paysan, qui tous restent fermes face au boycott de la présidence.

L'attitude de R. Callejas par rapport à la Plate-forme est ambiguë. Tant que le dirigeant coopérativiste Marcos Iriarte a été à sa tête, R. Callejas l'a rencontré plusieurs fois et l'on était même parvenu à signer quelques accords. Mais, à partir de juillet 90, quand la Plate-forme a pris position sur les problèmes salariaux et sur les grèves, prenant le contre-pied des positions de la présidence, elle n'a plus jamais été reçue.

"Le président a décidé d'appeler les organisations de façon séparée, pour montrer qu'il ne tenait pas compte de

ce projet unitaire, et ses déclarations sont influencées par certains points de vue erronés sur ce que nous sommes", explique Amilcar Tome, coordinateur actuel. Il rajoute qu'une concertation avec la Plate-forme serait un processus plus court que la convocation de ses différentes organisations, si tant est que le président ait l'intention de concerter. "Il faut trouver des solutions alternatives pour régler les grands problèmes de caractère national", explique A. Tome, qui rappelle que la Réforme agraire est au placard, que le salaire minimum, n'a toujours pas été réajusté et qu'il y a encore des conflits sur le caractère des contrats collectifs de travail.

"La Plate-forme existe et continuera à exister, qu'elle soit reconnue ou non par le gouvernement, car c'est la volonté des organisations qui la composent", ont déclaré ses responsables réunis début juin pour répondre à l'attitude du président Callejas. La position de ce dernier vise à montrer que les efforts d'unité des travailleurs honduriens n'ont aucune valeur. A. Tome estime qu'il n'arrivera pas à son but. D'ailleurs, si les organisations de la Plate-forme sont obligées de rencontrer séparément l'exécutif, elles soutiendront une position commune. "Nous espérons qu'il changera d'attitude et qu'il accèdera à notre demande commune, qui est la démocratisation".

PANAMA: LE PROCES NORIEGA LEVERA-T-IL LE VOILE?

Ramiro Vásquez 1

Managua, juin (ANN/ La Jornada 2). Les avocats de Noriega ont présenté devant les tribunaux un document dans lequel ils réclament l'accès aux documents secrets constitués par les archives privées du militaire panaméen et qui se trouvent aux mains du Commando Sud étatsunien. Selon eux, Noriega aurait été un important agent de la CIA chargé d'opérations en Amérique latine pendant de nombreuses années. Les remous que ce document suscite dans la communauté latino-américaine ne doivent pas être pris à la légère car il pourrait être lourd de conséquences.

Noriega a été le chef des services secrets des Forces armées panaméennes durant 14 ans et il a continué à s'occuper personnellement de beaucoup d'affaires après avoir été nommé Chef des Forces armées en 1983. Depuis son arrestation, il garde le silence dans sa prison de haute sécurité de Floride. Mais le document présenté par la Défense et dont il a autorisé la publication pourrait marquer le début d'un scandale affectant les services secrets de tous les pays qui avaient transformé le Panama en centre d'opérations. Un scandale qui n'épargnerait pas les 19 organisations qui forment le système d'espionnage des Etats-Unis.

A partir des années 70 la politique du chef d'Etat panaméen, le général Torrijos, s'est caractérisée par un engagement aux côtés des mouvements nationalistes de beaucoup de régions du monde. Ceux qui souhaitaient obtenir de l'information sur les changements qui se préparaient dans le monde ont alors installé au Panama leurs officines : le Panama a vu se multiplier de nouvelles agences de presse, des entreprises douteuses et se bousculer une foule de soi-disants diplomates et de personnages sortis de romans policiers. Après avoir installé légalement le siège d'un de leurs sept commandos stratégiques sur le territoire panaméen, les Etats-Unis ont introduit leurs 19 agences de services secrets qui y ont mené leurs activités conspiratives. Les Forces armées panaméennes ont dû renforcer leurs services de contrôle afin de contenir l'avalanche des services étrangers d'espionnage.

La consolidation du processus torrijiste et ses succès dans les négociations avec les Etats-Unis jusqu'à la signature de traité de décolonisation du canal ont ouvert également les portes aux représentants des mouvements de libération étrangers. Le Panama s'est converti en sanctuaire pour beaucoup de ces organisations et parfois même en lieu de rencontre et de négociation entre forces adverses. Des centaines de patriotes intégrés aujourd'hui à de nouvelles expériences politiques dans leur pays doivent la vie à certaines démarches effectuées au Panama. Plusieurs dirigeants actuels d'Europe, d'Afrique, d'Amérique latine et même du Congrès des Etats-Unis ont une dette envers les dirigeants panaméens de l'époque, dont ils ont reçu une solidarité matérielle et politique. Certains ont tenté de dénaturer ces épisodes de "l'horrible passé" et aujourd'hui, en pleine crise de la morale sociale, beaucoup préfèrent les oublier.

Ceux qui, par arrivisme ou crainte, ont destabilisé le Panama et créé les conditions de son invasion n'ont pas clos le chapitre des violences commises au nom du nouveau projet de domination totale, dans le dos de l'opinion publique et du propre establishment des Etats-Unis. Le procès Noriega rouvre les vieilles blessures. Son orgueil triomphaliste ne permet pas à l'administration Bush de se rendre compte de ce qui semble être une confrontation interne entre les centres du pouvoir aux Etats-Unis. La nomination de Robert Gates à la tête de la CIA est une manière de se protéger du passé, mais c'est également une façon d'imposer à la vieille structure la subordination aux services secrets du Pentagone, mieux préparés pour faire face aux menaces étrangères contre la sécurité nationale, menaces des traités commerciaux, du narcotrafic, du terrorisme et des conflits de faible intensité.

Il est probable que le procès de Noriega mettra à jour la nature véritable de cette lutte sordide entre institutions militaires et services secrets qui ont conduit l'opération "Juste cause" (note). Peut-être en apprendra-t-on plus sur l'affaire de l'Iranganate, dont le Panama a été le centre opérationnel et dont les ramifications continuent à fonctionner longtemps après que Pointdexter et North

aient été destitués et jugés. Peut-être seront révélés les affrontements secrets entre le département de lutte contre la drogue (DEA) et des membres de l'administration Bush, dont les recherches sont utilisées pour exercer chantage et menaces contre les Forces armées d'autres nations et affaiblir la résistance nationale de leurs gouvernements. Peut-être pourra-t-on mieux se rendre compte de la manière dont le groupe Bush et sa machine de guerre patronale a triomphé des généraux et de la Sécurité nationale qui s'étaient opposés à sa stratégie guerrière. Ce que l'on a voulu cacher avec l'invasion du Panama va être connu.

1 Dirigeant politique panaméen

2 Quotidien mexicain Note : "Juste cause" est le nom dont les Etats-Unis avaient baptisé l'invasion du Panama en décembre 1989.

EN BREF

UNE UNIVERSITE POPULAIRE a ouvert ses portes en juin dans les locaux de la Centrale Sandiniste des Travailleurs. Les 1 400 personnes qui s'y sont inscrites ont pu le faire sans justifier d'aucun niveau scolaire; elles proviennent de milieux très variés (lycéens n'ayant pas trouvé de place à l'université, ouvriers, petits fonctionnaires, licenciés de l'armée et du ministère de l'Intérieur, etc). Elles ont eu le choix entre Sciences et Arts, Droit social, Médecine naturelle ainsi qu'une filière appelée "Faculté féminine de la petite industrie". L'Université populaire propose également des cours d'alphabétisation. Son recteur est Adrian Meza Castellano, le père de l'avocat du FNT Adrian Meza et lui-même défenseur du Mouvement communal. L'Université populaire a entrepris des démarches auprès du Conseil national des universités pour faire reconnaître les diplômes qu'elle délivrera.

LE PERIL ROUGE, sous la forme de 390 bourses d'étude offertes par Cuba pour permettre à des étudiants nicaraguayens d'aller étudier dans ce pays, a été courageusement repoussé hors des frontières par le ministre de l'Education Humberto Belli, qui a refusé cette aide.

REPLIEGUE. Des milliers de nicaraguayens, en majorité de la capitale, ont participé au 12ème Repliegue, en souvenir du repli sur Masaya de milliers de combattants et habitants de la capitale pendant l'insurrection de 1979. La combativité était forte et la marche s'est transformée en acte massif de défense de la propriété de la terre et des maisons, menacée par la droite. Daniel Ortega a rap-

pelé le droit du peuple à se rebeller contre l'injustice et il a qualifié de justes les occupations de mairies menées par le mouvement communal pour obtenir des titres de propriété.

LES HOMOSEXUELS nicaraguayens sont sortis du placard ! Pour la première fois, ils ont célébré, avec le soutien du mouvement des femmes, la journée internationale de "l'orgueil gay". Au cours du débat qui a réuni plusieurs centaines de personnes, les homosexuels ont dénoncé la discrimination qui les frappe parfois au niveau de l'emploi mais surtout la répression sociale, beaucoup plus que légale, dont ils sont victimes dans une société imprégnée d'un machisme violent.

ANTI-HEROS. L'UNO a déposé un projet de loi devant l'Assemblée dans le but d'abroger la loi qui protège les noms de Héros et Martyrs de la Révolution dont ont été baptisés nombre de rues, écoles, bâtiments publics, etc.

L'UNIVERSITE VOTE SANDINISTE. La Jeunesse sandiniste (JS) a obtenu 61,5% des voix, contre 29,5% pour la liste de droite, aux élections universitaires du 3 juillet. La participation a été supérieure à celle des élections de

1989 et la JS a obtenu de meilleurs résultats. Les étudiants de "Accion FUN FEI", de droite, ont salué la limpidité du processus électoral. Les élus de la JS, Rafael Henriquez et Danilo Perez, présideront donc l'Union nationale des étudiants nicaraguayens (UNEN)

IMPRESSUM Editeur du Bulletin Hebdomadaire: ANN Agencia Nueva Nicaragua (Europa) SA, case postale 7671, CH-8023 Zurich. Rédactrices responsables: Katrin Fink, Patricia Käch et Ursula Regli. Coordinateur: Martin Muheim. Télex: (45) 817585158 com ch. Electronic mail: GeoMail NET3:ANN-EUROPA: DASnet (DCFCM3)ANN-EUROPA; Internet ANN-EUROPA@NET3.GEOMAIL.ORG;

Rédaction et traduction au Nicaragua: Michèle Faure et Frédérique Perrin. Téléphone: (505) 2/2'72'53

Prix annuel pour particuliers: FF 458 / CHF 124; pour comités de solidarité: FF 900 / CHF 265; pour institutions: FF 1'300 / CHF 370. Surcharge pour service aéropostal CHF 21. Un paiement semestriel est possible. Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.

